

Dossier de présentation de l'Atelier populaire Economique et social de Juin 2011



LE FMI, LA CRISE, LES PEUPLES

Jeudi 16 Juin 2011

Au café associatif
3 rue d'Aligre 75012

Dossier préparé par

Marie Solange Padeloup

Présentation

Marie Solange Padeloup & Claude Layalle

Le FMI, d'après son site, « a pour mission d'encourager la coopération monétaire internationale, de veiller à la stabilité financière, de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable et de faire reculer la pauvreté dans le monde, notamment par la prévention ou la résolution des crises » - Y est-il parvenu ?

Un rapide historique – où quelques doutes apparaîtront déjà – nous amènera à analyser les années 2000 et suivantes. Ce cheminement sera l'occasion d'aborder quelques points techniques, qu'il est nécessaire de connaître pour mieux apprécier la situation et comprendre le rôle réel du FMI.

En 1944

44 pays alliés se réunissent (+ l'URSS en observateur) dans le cadre de la Conférence monétaire de la Paix à Bretton Woods pour jeter les bases d'un système monétaire international reposant sur un mécanisme de changes fixes mais ajustables des monnaies par rapport au dollar et du dollar par rapport à l'or (dollar convertible, à un taux fixe, en or et monnaies ayant une possibilité de variation de +/- 1%). Une aide financière à court terme est prévue pour aider, si besoin était, les pays à tenir leurs engagements. Ceci se faisait sous l'égide de l'institution nouvellement créée, le FMI, agence de l'ONU – il ne faut pas l'oublier, bien que les statuts rendent impossibles un réel contrôle -.

Avant les accords de Bretton woods (régime de l'étalon or): de la monnaie sous diverses formes peut s'échanger (billets, chèques, virements...) mais à condition d'être à tout moment convertible en or à taux fixe. La quantité d'or en réserve limite pour chaque pays la quantité de monnaie qu'il peut mettre en circulation et par suite autorégule son activité économique.

On appelle convertibilité d'une monnaie la possibilité de l'échanger contre une autre monnaie, ou contre de l'or, à un taux d'échange défini. La convertibilité est dite totale lorsque les opérations en capital peuvent se conduire indifféremment dans l'une ou l'autre monnaie.

Dans le système de Bretton Woods, la convertibilité n'est jamais totale, les opérations en capital restant sous contrôle effectif de chaque état.

Ce système n'a pas empêché les crises économiques dont celle de 1929, lorsque les pays pour des raisons externes ou internes (guerres, crises sociales...) ont développé de l'inflation (planche à billets) et n'ont plus pu assurer la convertibilité de leur monnaie en or.

Sur quelles bases fonctionne le FMI ?

A la Banque mondiale et au FMI, le principe qui prévaut n'est pas « un pays une voix » mais comme on a coutume de la dire « un dollar, une voix » - *les droits de vote reposent sur les quote parts versés par les états (186 actuellement); ainsi avec une quote-part de 17,08%, les USA disposent de 16,77% des droits de vote (ce qui leur donne un droit de veto) – On est loin d'un mécanisme de décision démocratique!*

L'organisation ne laisse pas espérer plus de démocratie. 24 gouverneurs (pays ou groupe de pays) se réunissent 1 fois par an. La réalité du pouvoir appartient au conseil d'administration composé de 8 administrateurs des grands pays et de 12 administrateurs par groupe de pays (ce sont eux qui disposent des droits de vote) et à son directeur, élu pour 5 ans. La France a produit 4 directeurs sur les 10 qui se sont succédé.

Le FMI, dès sa création, a disposé d'une réserve monétaire (d'où son appellation de Fond) pour aider momentanément les pays à remplir leurs engagements (dimension de développement, importante à la sortie de la guerre)

Pendant les 30 glorieuses

On constate au début une stabilité économiquedûe plus à l'effet « après-guerre » qu'aux mesures de financement prises qu'au FMI . C'est la grande période du pétrole ... d'où l'accumulation des pétrodollars par les pays producteurs. Cette manne cherche à se placer pour fructifier. Les PVD sont encouragés à emprunter (fonds disponibles et taux bas). Le FMI veille au bon déroulement de ces prêts et à la solvabilité des pays qui s'endettent afin d'assurer aux banques et aux investisseurs la bonne rentrée des remboursements.

Ainsi se développe la mission de surveillance dont avait été également chargé le FMI à sa création. Parallèlement, les charges (financements internationaux, guerre du Vietnam, course aux armements) pèsent de plus en plus sur les USA qui s'endettent et font marcher la planche à billets, à tel point qu'une instabilité monétaire apparaît à la fin des années 60. Le FMI, dans ce contexte, crée le DTS (1969) pour renforcer ses possibilités d'interventions dans un domaine monétaire perturbé.

Les DTS ¹: à la fin des années 60, le FMI a besoin d'augmenter ses réserves pour des interventions de plus en plus nombreuses et sérieuses d'aide aux états en difficulté. Par ailleurs ses ressources sont limitées par les capacités – ou la volonté – de financement des états participants. En 1969 le FMI est autorisé à créer un avoir de réserve international appelé droit de tirage spécial (DTS), qui peut compléter les réserves de change des pays membres. Le DTS n'est pas réellement une monnaie : Chaque pays se voit attribuer des DTS qu'il ne peut utiliser lui-même pour ses propres besoins financiers mais qu'il peut vendre à d'autres pays, contre paiement de leur valeur nominale. Inversement, le FMI peut requérir des états en bonne santé financière pour acheter des DTS à d'autres pays en difficulté financière. La somme des DTS attribués est évidemment constante sauf décision du FMI d'en modifier le volume global. Par exemple, les deux allocations de DTS effectuées en août et septembre 2009 ont presque décuplé leur encours , le portant à un total d'environ 204 milliards de DTS (308 milliards de dollars EU). Dans un récent document, les services du FMI explorent différentes options qui renforceraient le rôle que le DTS joue pour favoriser la stabilité monétaire internationale. *C'est l'une des pistes explorées pour la réforme d'un système monétaire en difficulté depuis la crise.*

En 1971

Les USA, unilatéralement, déclarent la fin de la convertibilité en or, et donc le flottement des monnaies les unes par rapport aux autres. Ceci revient à remettre les taux de change aux mains du marché. Ceci est couché sur le papier en 76 dans le cadre des accords de la Jamaïque.

1 <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/glancef.htm>

Les accords de la Jamaïque

Ils sont l'aboutissement de cinq années de préparation au niveau international et ont été proposés aux pays signataires par le FMI également chargé de leur mise en application.

Dans ces accords, les pays signataires s'engagent à ne pas utiliser la manipulation de leur taux de change dans un but compétitif et abandonnent toute référence à l'or pour fixer la valeur de leur monnaie. Ils ont de fait le choix entre 3 solutions² :

- S'abstenir d'assigner une parité à leur monnaie, qui flottera librement sur les marchés de change ;*
- Définir la valeur de leur monnaie par une relation fixe avec le droit de tirage spécial (DTS) ou une autre devise, à l'exclusion de l'or qui est donc démonétisé ;*
- Lier la valeur de leur monnaie à celle d'une ou de plusieurs autres devises dans le cadre de mécanismes de coopération.*

Certains pays sous dépendance économique et notamment au cours du processus de décolonisation choisiront la 3ème solution.

Seuls quelques pays dont la Libye ou le Burundi choisiront la deuxième solution.

La plupart des pays industrialisés ou émergents ont volontairement abandonné le contrôle de la parité de leur monnaie ce qui les a conduit à abandonner la gestion du marché monétaire à la puissance financière et à donner l'indépendance aux banques centrales , privatisant ainsi de fait les monnaies dans le système international.

En 1979 et dans les années 80/90

La banque fédérale US, face à une inflation très forte, a décidé d'augmenter les taux d'intérêt sur le dollar, monnaie toujours dominante. Or la décennie 70 avait vu les pays du tiers monde emprunter très largement pour leur développement (ou parfois des choses moins avouables telles que des armes) à des taux bas mais variables.

Cette brusque hausse des taux met leur balance des paiements en situation très dégradée. Or le FMI était le garant de l'équilibre de la balance des paiements des pays emprunteurs. Une crise de la dette se fait jour au début des années 80 (le Mexique se déclare en rupture de paiement – l'Argentine entre en hyper inflation) et le FMI devient l'arbitre, au service des pays du Nord, prêteurs, autant que « juge expert » de l'état économique des pays aux abois qui s'adressent à lui pour sortir des griffes de leur endettement, en renégociant leur dette.

Se mettra en place dans ce contexte, le consensus de Washington avec dans son sillage les plans d'ajustement structurel , mis sur pied par le FMI – dans son rôle de monteur de financement et de censeur économique – alors que la Banque Mondiale est l'organisme « prêteur ».

2 <http://www.loretlargent.info/non-classe/laccord-de-la-jamaïque-demonetisation-de-lor/2537/>

Plans d'ajustement structurels : Le consensus de Washington

Les plans d'ajustement posés comme condition à l'aide du FMI s'appuient sur le « consensus de Washington », une doctrine économique préparée sous l'inspiration de l'école de Chicago, une branche néo-conservatrice d'économistes à laquelle appartenait notamment Milton Friedman.

Ce consensus recommande notamment ::

1. une stricte discipline budgétaire ;
2. Une réduction des dépenses publiques aux secteurs de première nécessité (soins médicaux de base, éducation primaire, dépenses d'infrastructure) ;
3. Une réforme fiscale avec diminution des taux marginaux : ceux des tranches les plus élevées³;
4. la libéralisation des taux d'intérêts, des taux de change, du commerce extérieur, des IDE, la privatisation des monopoles d'état, la déréglementation des marchés et la suppression des barrières douanières et administratives,
5. La protection de la propriété privée dont la propriété intellectuelle.

Progressivement, les pays endettés, devant le constat de la très grande nocivité des plans d'ajustement, cherchent à se retirer des griffes du FMI/BM. L'augmentation des matières premières des années 90 va les aider à résorber leurs dettes et ils chercheront d'autres voies de financement n'ont soumises aux conditions du FMI, laissant ce dernier au début des années 2000 dans une situation financière difficile.

Les Années 2000

Entre 2003 et 2008, ses crédits passent de 103 milliards de \$ à 16 milliards de \$. Son budget dépendant du niveau de son activité, il connaît un déficit budgétaire en 2007 quand DSK prend la direction et doit réduire son train de vie et le nombre de ses agents.

La crise de 2008 vient fort opportunément lui redonner quelques lustres (décisions du G20 de Londres) en triplant sa capacité de financement (de 250 à 750 milliards de \$), et par une réforme légère (la seule qui puisse être acceptée par les USA) : abandon de la direction par un européen, révision des quotas donc de la répartition des droits de vote en 2012 .

A la suite de la crise de 2007-2008 , il est sollicité par les pays en grande difficulté qui ne trouvent d'autre aide qu'auprès de lui (prêteur en dernier ressort) pour obtenir des taux moins élevés que ceux du marché : Hongrie, Ukraine, Lettonie, Roumanie, Islande, Irlande, Grèce, Portugal...mais les conditions d'octroi (citer quelques exemples) sont aussi drastiques que celles des plans d'ajustement structurel de triste mémoire.

Le FMI dans le cas de la Grèce, par exemple, ne prête une nouvelle tranche de crédit que si les engagements pris par le pays ont déjà été suivis d'effet ! On tombe dans le cercle vicieux maintenant bien connu : les pays soit disant sauvés par le FMI, sont tellement exsangues qu'aucun espoir de reprise n'existe plus pour eux

3 Le bouclier fiscal est un bon exemple

Mais par ailleurs, le FMI, pourtant grand pourfendeur des déficits, ne dit rien de celui des USA qui menace pourtant la stabilité de l'architecture monétaire internationale. Le FMI gère une ligne de crédit à court terme beaucoup plus souple et sans conditions d'octroi ...pour les pays « sains » !! On voit donc bien au service de qui œuvre le FMI en imposant ces plans d'austérité !

Le FMI est intégré dans le dispositif de l'UE dit « pacte pour l'Euro »la Grèce, le Portugal « apprécient »les changements (humanisation soit disant) apportés sous DSK à la direction de l'institution.

La réforme du FMI, dont on pouvait espérer qu'elle aille dans le sens de la démocratisation de sa gouvernance (la réaction de Mme Lagarde à la candidature d'Aurélie Trouvé laisse mal augurer de la suite) et du soutien à une économie conforme aux vœux des peuples, semble en fait renforcer son rôle comme bras armé des puissances d'argent et de pouvoir.

En guise de synthèse et pour ouvrir le débat, nous pouvons constater que le FMI, créé à l'issue de la guerre de 1939-1945 pour assurer une plus grande stabilité au système monétaire a failli à sa mission. A nouveau, de 1971 à 1976 il a fallu remettre en chantier une nouvelle réforme monétaire.

Le remède était pire que le mal puisque avec les accords de la Jamaïque, dont le FMI était de nouveau chargé de la mise en application, la plupart des pays du monde ont choisi la voie de la privatisation de la monnaie, privant les états du peu de contrôle qu'ils avaient sur les marchés financiers, et préparant l'avènement de la dizaine de crises majeures dont les économies ont souffert avant la crise majeure de 2007 qui dure encore.

Le FMI est finalement devenu l'instrument des lobbies financiers avec pour fonction principale sinon unique d'obliger les pays emprunteurs à passer sous les fourches caudines des marchés financiers en leur imposant les conditions du consensus de Washington.

Cette évolution du FMI est particulièrement illustrée dans l'actualité par les conditions qu'il a posées à la Grèce pour l'aide qu'il pourrait lui apporter, pratiquement copiées-collées du consensus de Washington. L'attitude du FMI à l'égard de l'Ukraine, en lutte contre la récession en est une autre illustration.

Attac et le FMI

Que pouvons-nous faire pour enrayer la régression néo-libérale dont le FMI est l'un des porteurs. Attac a pris l'initiative en demandant à sa co-Présidente Aurélie Trouvé de présenter sa candidature alternative au poste de Directrice du FMI, une candidature de provocation et de dénonciation, bien sûr mais nous vous laissons juger en vous montrant les quelques minutes d'entrevue d'Aurélie sur le plateau de TV5 monde sur le lien :

<http://www.france.attac.org/videos/aurelie-trouve-lassaut-du-fmi>

Puis place au débat